

Il est inutile de rappeler sans cesse l'importance de cette question. Tout le monde connaît les statistiques des prix des aliments. Il ne servirait à rien d'y en ajouter d'autres. On l'a déjà fait et on le fera encore probablement. Il faut, avant tout, que ce comité trouve une réponse immédiate concernant les principales denrées alimentaires. Je ne veux pas parler des fourmis enrobées de chocolat, des ailes de papillons, de tous les autres mets exotiques et rares du genre, ou des blattes bouillies comme me le suggère mon ami derrière moi. Je veux que l'on fasse vraiment quelque chose au sujet du pain, du beurre, de la viande, des oeufs, du lait, des fruits et des légumes frais qui sont si nécessaires à un enfant qui pousse et qui ne sont pas à la portée d'un bon nombre de gens. Voilà ce dont le comité doit s'occuper. Il doit présenter certaines recommandations immédiates sur le prix de ces denrées et poursuivre ensuite ses délibérations pour s'attaquer aux aspects plus surprenants des prix des aliments.

Je suggère que le comité envisage de se décomposer en sous-comités afin que les membres qui craignent de s'adresser aux consommateurs demeurent à Ottawa, étudient les livres comptables, les antécédents des sociétés et voient dans quelle mesure l'industrie des produits alimentaires, à mesure que les denrées progressent d'un intermédiaire à l'autre pour parvenir au détaillant, augmente les prix de façon exorbitante même dans les limites de la même entreprise. Examinons ce processus. Voyons ce qu'en retire l'intermédiaire et pourquoi le cultivateur reçoit la proportion la moins élevée possible du prix des denrées. Voyons pourquoi le pêcheur ne reçoit pas une part équitable de l'argent consacré à la nourriture. Tâchons d'identifier l'intermédiaire et de trouver un moyen de l'empêcher de tromper le producteur primaire, le cultivateur, le pêcheur et le consommateur.

• (1510)

Veillons à ce qu'une partie de ce comité imite le comité de l'agriculture d'il y a quelques années. Que ses membres voyagent à travers le pays et étudient la situation dans différentes régions; ainsi ils sauront ce que c'est que de se trouver dans une épicerie, avec seulement quelques dollars en poche, et de se demander quelles denrées à base d'hydrate de carbone acheter. Si nous autres, députés nous n'hésitons jamais quand il s'agit d'acheter des protéines, du bœuf ou des steaks, je connais des familles, comme certainement d'autres députés, qui ne voient pas un steak par an. Le député des Territoires du Nord-Ouest (M. Firth) confirmera qu'il existe ce que les Indiens appellent du «steak indien». Les steaks indiens sont du saucisson de Bologne. C'est à peu près la seule viande que beaucoup de familles peuvent se permettre d'acheter. Nous savons tous que le saucisson de bologne n'est pas un aliment très nutritif si on le compare aux produits alimentaires naturels comme les biftecks, les rôtis et les côtelettes que ces gens ne connaissent pas. Que le comité se divise en sous-comités et se rende un peu partout au pays, pour voir un peu de quoi les Canadiens doivent s'accommoder. Nous devrions peut-être même exiger que les députés essaient de subsister pendant un mois avec le revenu dont doivent se contenter des douzaines et des douzaines de familles canadiennes. Ils regagneraient peut-être alors la confortable salle du comité avec le ferme propos de rédiger un rapport renfermant des recommandations vraiment utiles aux consommateurs du pays.

Si, conformément à la doctrine des Conservateurs, le Comité reste à Ottawa à attendre qu'on lui présente des mémoires officiels, ses membres ne comprendront pas le

moins du monde la situation réelle et ils ne pourront pas faire de recommandations valables.

**M. Paul E. McRae (Fort William):** Monsieur l'Orateur, je suppose qu'en ma qualité de nouveau député, je ne partage pas le scepticisme de certains collègues selon lesquels le parti conservateur n'a pas de politique concernant la hausse du prix des denrées alimentaires. Je suis peut-être mieux disposé, mais j'ai toujours cru qu'ils ont bel et bien une politique, mais qu'ils ont toujours réussi à en soigneusement garder le secret.

**L'hon. M. Dinsdale:** Oh, oh, oh!

**M. McRae:** Ils en ont gardé le secret pendant les dernières campagnes électorales et pendant la plus grande partie du présent débat. Je dois adresser des éloges à l'honorable député de Northumberland-Durham (M. Lawrence) qui nous a donné un bel exemple de rhétorique et qui a réussi à ne pas dévoiler le secret pendant les 20 ou 30 minutes de son discours. Imaginez donc ma surprise quand, vendredi après-midi, l'honorable député d'Ottawa-Ouest (M. Reilly) s'est levé et, semble-t-il, a vendu la mèche. Voici ce qu'il a dit: «Nous devons réglementer les salaires et les prix». Je crois que c'est là la politique secrète du parti conservateur. C'est en effet un genre de politique qui plaît beaucoup à ce parti. Elle est très simple. Elle ne s'embrasse pas d'idées compliquées, par exemple, sur la manière de contrôler les bénéfiques, ni d'abstractions, comme la connaissance des prix mondiaux des aliments, ni de préoccupations au sujet de la nutrition, et le reste. C'est une politique simple destinée à régler un problème également simple, comme à l'époque de 1950. Nous sommes pourtant en 1973. Les problèmes simples n'existent pas et les réponses faciles encore moins.

**L'hon. M. Dinsdale:** C'est le gouvernement qui complique les problèmes.

**M. McRae:** J'ai été bien surpris d'entendre le député de Vancouver-Kingsway (M<sup>me</sup> MacInnis) proposer la création d'une commission de révision des prix. Ce n'est pas la première venue dans le domaine de l'alimentation et des prix de détail, et j'estime que son idée est bonne. Je ne sais pas s'il faudrait l'adopter telle quelle, mais la méthode qu'elle propose aiderait sûrement à régler certains problèmes à court terme.

Le comité étudiera, du moins je l'espère, d'autres questions, notamment le nombre de points de distribution d'un bout à l'autre du pays. Ce sont là des éléments qui influent sur les prix des denrées alimentaires. Le comité devrait, me semble-t-il, étudier très attentivement la proposition du député; si celle-ci est acceptée, je l'appuierai.

Comme je l'ai déjà signalé, nous vivons à une époque où tout est beaucoup plus compliqué que dans les années 50 et il n'y a pas de réponse toute simple, au problème qui se pose. Je me réjouis de la création de ce comité; d'abord, parce que le temps est venu, selon moi, de saisir le public et les députés de la complexité du problème que pose la hausse des prix de l'alimentation dans le monde. Si je parle des prix mondiaux des denrées alimentaires, c'est parce que c'est là le nœud de tout le problème. Il ne s'agit plus de traiter d'une simple question de pénurie de denrées alimentaires au Canada ou de hausse de prix au Canada; il s'agit de la hausse mondiale des prix. D'après certains, comme Brock Chislm, des groupes des Nations Unies et des spécialistes en démographie, ainsi que selon une publication récente du M.I.T., intitulée *Limits to Growth*, l'accroissement démographique va engendrer